

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris

C. C. Postaux: Paris 1360-10.
C. AUDRY, Lycée Jeanne d'Arc. Rouen

Edition française hebdomadaire
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: **LA REVOLUTION ESPAGNOLE** (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne

Prix du numéro: France 0'50 fr.
Espagne 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. 5'00 fr.

SOMMAIRE

Un plaidoyer de soi-même. — L'opinion publique espagnole et le discours de Léon Blum. — La question agraire en Catalogne. — Garde Nationale Républicaine et Milices Antifascistes. — La Révolution... dans la Police. — Le P.O.U.M. définit sa politique devant le prolétariat de Barcelone. — La Révolution dans une petite ville. — Extrait du décret sur la «syndicalisation» obligatoire. — Le pouvoir prolétarien à Lérida

Un plaidoyer contre soi-même

Le 6 septembre dernier, devant la classe ouvrière parisienne, Léon Blum a tenté de justifier l'attitude de son gouvernement vis à vis de l'Espagne.

Son discours commence par une critique fondée de cette vieille lanterne que la bourgeoisie nomme «le droit international». Blum rejette son habit de juriste pour constater cette vérité évidente qu'il y a autant d'interprétations du droit international qu'il y a d'intérêts en jeu.

L'Allemagne et l'Italie peuvent parfaitement reconnaître les rebelles de Burgos et les considérer comme formant le véritable gouvernement de l'Espagne. A cela les marxistes que nous sommes ne trouvent rien à redire. Nous ne connaissons comme réalité que les antagonismes de classe et les antagonismes impérialistes. Le soi-disant «droit international» est une fiction diplomatique qui sert de justification au massacre des travailleurs. Les millions de morts de la grande guerre en sont le témoignage éternel. Mais cette fiction sur laquelle Blum ironise quand il parle de l'Espagne, pourquoi l'invoque-t-il ou fait-il semblant d'y croire quand il condamne le réarmement allemand ou quand il parle simplement de la S. D. N. Si le «droit international» n'a pas d'existence au delà des Pyrénées, pourquoi en aurait-il une sur les bords du lac Léman? Les prolétaires que l'on enverra demain à la boucherie sous le prétexte de l'assistance mutuelle, cette vieille lune juridico-internationale, se souviendront de ce qu'en pensait Blum le 6 septembre. Nul doute qu'ils n'en tirent toutes les conséquences pour leur émancipation.

Après avoir nié l'existence du «droit international», Blum en arrive à la conséquence logique: pendant que la France aide le gouvernement régulier d'Espagne, les pays fascistes soutiennent les rebelles. C'est la concurrence des armements, et dans la pensée de Blum cette concurrence amènerait inévitablement la guerre européenne. On peut d'autant plus s'étonner de cette logique simpliste que, dans une autre partie de son discours, Blum affirme que la guerre est possible quand on l'admet comme possible; fatale, quand on la proclame fatale. Ainsi Blum inflige lui-même un démenti à son attitude dans la révolution espagnole. Blum refuse l'aide à Madrid parce qu'il croit la guerre fatale. Or rien n'est plus faux. Malgré un héroïsme formidable, c'est le manque d'armes de grande puissance qui oblige les milices ouvrières à une lente progression. C'est le manque d'avions, de canons, qui prolonge la guerre et permet ainsi aux fascistes de recevoir malgré leur mauvaise situation géographique, les renforts allemands et italiens. Des milliers de morts ouvriers et paysans massacrés dans les provinces occupées par les rebelles sont l'effroyable rançon de la fausse neutralité.

Une rapide victoire des forces populaires, parfaitement possible si le commerce des armes était resté ce qu'il était auparavant, c'est à dire libre, n'aurait pas accéléré les risques de guerre. Au contraire, le socialisme triomphant en Espagne, c'était l'ébranlement du fascisme européen, la démocratisation dans les rangs de la réaction, une fermentation nouvelle dans ceux du prolétariat opprimé d'Allemagne et d'Italie. Cela, Blum ne le voit pas; il juge les événements d'Espagne et d'Europe avec les lunettes des bureaucrates réactionnaires du Quai d'Orsay; et pendant que son cœur saigne à l'évocation des miliciens qui agonisent à Irun, il obéit aux forces capitalistes qui exigent la «neutralité» de la France. Rien n'exprime mieux cette soumission du Front Populaire au capitalisme que la décision prise le 8 août d'interdire les exportations d'armes de France en Espagne, décision prise unilatéralement sans attendre que l'Allemagne et l'Italie en fassent autant. Blum reconnaît que la France s'est trouvée les mains liées, autrement dit que la décision du 8 août aboutissait à favoriser les généraux fascistes. Cette «neutralité» à sens unique était donc dirigée, volontairement ou non, contre le peuple espagnol. Pour se donner une apparence de raison, Blum en vient à affirmer cette énormité qu'il n'existe pas une seule preuve, ni même une seule présomption solide que, depuis la promulgation des mesures d'exécution par les différents gouvernements, aucun d'eux ait violé les engagements qu'il a souscrits. C'est peut-être le point de vue de l'autruche, ce n'est pas celui de l'observateur impartial. Ce sont les trimoteurs Caproni qui ont mitraillé les miliciens de Majorque. D'après les témoignages quotidiens de la presse britannique, on signale des débarquements massifs d'appareils au Portugal, la présence d'aviateurs et d'appareils allemands à Séville, l'arrivée en Galice d'avions italiens. C'est le Portugal qui, adhérant au pacte de neutralité, sert de place forte et de lieu de réunion aux généraux rebelles... Blum attend pour se faire une «certitude», les miliciens du front ont, eux, la certitude que les rebelles reçoivent des armes et des munitions qu'ils sont dans l'incapacité de produire eux-mêmes. Des miliciens se sont fait ensevelir dans les mines d'Irun, n'ayant plus une cartouche à brûler, alors qu'à Hendaye, un train de munitions venu de Barcelone, ne pouvait franchir la frontière par ordre des autorités responsables du département des Basses-Pyrénées. Ce fait seul suffit à juger la soit-disant politique de paix du Gouvernement de Front Populaire qui, par ailleurs, décide d'augmenter les crédits de guerre de 4 milliards, et accorde à la Pologne, pour ses armements un emprunt de 5 milliards. Les prolétaires d'Espagne ne sont pas dupes de cette comédie. Ils ne mettent pas leur espoir dans le Gouvernement Blum. Ils ne mettent pas non plus leur espoir dans l'U. R. S. S. qui a proclamé,

comme la France sa «neutralité», et qui, à aucun moment, n'a songé à mettre à leur disposition le centième de sa formidable armée de techniciens. Non. Les travailleurs d'Espagne luttent pour la victoire du socialisme sur la réaction universelle. Ils s'adressent à leurs frères des autres pays et principalement à leurs frères de France dont le destin est intimement lié au leur.

Ouvriers et paysans de France!

Aidez-nous pour notre salut commun!

Manifestez, agissez comme l'ont déjà fait un grand nombre d'entre vous. Par votre pression unanime, par l'action directe, brisez le cercle de fer que vous imposent le capitalisme et le fascisme.

Proletaires de France et d'Espagne!

Divisés, c'est l'esclavage sous la botte ignoble du fascisme!

Unis, c'est la victoire du socialisme et de la liberté!

L'OPINION PUBLIQUE ESPAGNOLE ET LE DISCOURS DE LEON BLUM

Pour donner une idée aux prolétaires français de l'état d'esprit des masses espagnoles devant la politique de «neutralité» et d'embargo du gouvernement de Front Populaire français porté au pouvoir le 3 Mai dernier avec mission d'abattre le fascisme, nous reproduisons ici quelques extraits des journaux des 8 et 9 septembre.

LA BATALLA (organe du parti ouvrier d'unification marxiste):

Dans «l'aventure» espagnole, Blum ne discerne rien autre que l'intérêt national et l'intérêt impérialiste de la France dont il s'est érigé le fidèle gardien. Le sort des masses travailleuses espagnoles et le sort du socialisme, qui est le véritable enjeu de la guerre civile espagnole, ne l'intéressent pas le moins du monde. Plus exactement, il ne s'y intéresse que pour les répudier. Si Blum était sûr qu'il ne s'agisse uniquement que de sauver en Espagne la république démocratique bourgeoise, son attitude serait certainement différente. Mais il est convaincu que le dilemme posé aujourd'hui à l'Espagne n'est pas celui de la république ou de la monarchie, ni celui de la démocratie ou du fascisme, mais celui de la révolution ou de la contre-révolution, du socialisme ou du fascisme. Il s'effraye à l'idée de la victoire de la révolution socialiste en Espagne et de son irradiation en France où les masses travailleuses qui se radicalisent de jour en jour, voient dans la révolution espagnole le début de leur propre révolution. Cela suppose, dans un avenir très proche la liquidation du socialisme réformiste de Blum, de sa politique de Front Populaire, et, enfin, de son gouvernement.

Il est d'ailleurs obligé de reconnaître, dans un des paragraphes de son discours que par sa politique de neutralité le gouvernement français s'est trouvé pieds et poings liés, «tandis que d'autres pouvaient continuer à approvisionner les rebelles de matériel de guerre et de munitions». Qu'on le veuille ou non, c'est là une condamnation de sa propre politique. La neutralité de la France n'a pas empêché — et n'empêche pas aujourd'hui encore — l'Allemagne et l'Italie de soutenir les rebelles; par contre, elle a empêché que nous soyons aidés, nous, avec toute l'efficacité nécessaire, malgré l'immense désir des travailleurs de France.

C'est en ces masses travailleuses que nous avons confiance et que nous continuons à avoir confiance. Non seulement nous attendons du prolétariat français une aide matérielle consistant dans l'envoi de vivres, de matériel chirurgical et de matériel de guerre — avions, canons et munitions pour l'Espagne —, mais aussi une aide directe et largement révolutionnaire. Nous attendons du prolétariat français non seulement qu'il appuie de toutes ses forces notre révolution, mais qu'il mette la sienne en marche. C'est là la meilleure manière de nous venir en aide. A ce point de vue, notre cause et la sienne sont étroitement unies; elles ne forment qu'une seule cause: celle du socialisme qui est internationale, et qui ne peut être qu'internationale.

SOLIDARIDAD OBRERA (organe de la Confédération Nationale du Travail) (C. N. T.):

Dans sa péroraison, il (Léon Blum) a tracé une légère esquisse de Droit International. Ses discriminations sont d'une couleur

lamentable. Comment Léon Blum a-t-il pu dire que, selon les règles internationales, on pourrait reconnaître le conglomérat de factieux de Burgos? Quelle base juridique pourrait-on bien déterrer pour fonder et soutenir une pareille iniquité?

Il est choquant que se soi-disant socialiste ait avoué reconnaître que les frontières française sont sous la menace d'un triomphe possible des militaires. Si Léon Blum se rend compte du grand danger que court le prolétariat français, pourquoi s'oppose-t-il à ce que le prolétariat espagnol s'approvisionne en armes dans les fabriques de la nation voisine? Il est paradoxal de reconnaître le danger et de ne pas prendre les mesures nécessaires pour y parer.

Le chef socialiste se glorifie de ses fameuses propositions aux nations européennes au sujet de l'abstention dans le conflit espagnol. Il prétend que ce fut une manœuvre formidable, et qu'il n'y a pas de raisons de rompre le Traité, puisqu'il a été respecté par ses signataires.

Léon Blum ignore-t-il que les avions Caproni et Junker assassinent quotidiennement nos camarades? Le chef socialiste n'est-il pas informé que dans les ports de Melilla, Cadix et Vigo, on a débarqué un nombre important d'armes destinées aux rebelles?

Nous n'arrivons pas à comprendre l'attitude des socialistes français. Leur conduite est un suicide. Qu'ils rectifient à temps. Qu'on ne voie pas l'Europe transformée en un lac de sang et de boue. Le temps nous donnera raison.

LA VANGUARDIA (journal de la démocratie catalane):

Tout, sauf la guerre. C'est le fonds du discours de M. Blum...

L'Angleterre et la France ne se rendent-elles pas compte que les puissances aux ambitions impérialistes spéculent sur leur peur de la guerre...

DIARI DE BARCELONA (démocratique):

Nous voulons seulement établir le contraste.

Monsieur Rydz Smigly a obtenu pour son pays un crédit à l'étranger de 5.000.000.000 de francs.

EL DIA GRAFICO (journal illustré démocratique):

Mais Blum a larcé pour appuyer sa thèse une affirmation téméraire dans son discours. Il a soutenu qu'on ne peut prouver qu'aucun Gouvernement, à sa connaissance, ait manqué à la convention de neutralité.

M. Blum parle de Paris, mais s'il était à Huesca, il y aurait constaté l'arrivée de sept avions de marque allemande dont la forme la voilure et la tactique d'attaque montrent que les pilotes ne sont pas espagnols. Quand ces avions sont-ils entrés en Espagne? Avant ou après la signature de la convention? Et si de nouveaux avions arrivent, de nouveaux canons automatiques, de nouvelles mitrailleuses modernes, seront-ils entrés avant ou après la signature du pacte de non ingérence? Arguties diplomatiques et distinguos de politique prudente et peureuse; on argumente pendant que les autres bourrent leurs bateaux de matériel de contrebande.

TREBALL (journal du Parti socialiste unifié, adhérent à la 3ème Internationale):

Pendant que les Gouvernements de France et d'Angleterre résistent à la pression du prolétariat, partisan de se placer à nos côtés, le Portugal, l'Italie et l'Allemagne profitent de la peur que leur inspire le fascisme pour continuer à fournir, avec l'argent de March, tous les avions, les armes et les munitions dont les fascistes peuvent avoir besoin.

...L'écrasement du fascisme espagnol... entraînera l'affaiblissement des fascismes italien, allemand, et portugais. Contre leurs dirigeants et leurs militaires, nous avons nos Milices, nos militaires et nos responsables au Gouvernement qui, si on ne comptait que ces éléments avec des chances égales, assureraient notre victoire immédiate.

Mais il nous faut des armes. Nous avons besoin de canons et d'avions!

Ouvriers français,

exigez la levée du blocus!

La question agraire en Catalogne (fin)

LA REVOLUTION ET SON OEUVRE

Les journées de juillet trouvent donc les paysans prêts à l'action. La réponse aux événements de Barcelone est immédiate. Dans tous les villages les propriétés des réactionnaires sont confisquées; les personnalités fascistes, les curés, les usuriers sont chassés, emprisonnés ou exécutés. Là où il n'existe pas de syndicat de paysans, c'est le comité des milices ou le comité antifasciste de l'endroit qui prend la chose en mains. Quant aux rentes et redevances, on se doute qu'elles sont purement et simplement supprimées. En quelques jours on a fait place nette pour l'oeuvre d'organisation et de construction à venir. L'Union des Rabassaires approuve ces actions spontanées et en répand la consigne dans toute la Catalogne.

Moins d'un mois après paraissent les 11 points du programme du Conseil économique, dont le 3ème concerne l'organisation des campagnes:

«Collectivisation de la grande propriété agraire qui sera exploitée par les syndicats de paysans avec l'aide de la Généralité et adhésion obligatoire au syndicat, des producteurs agricoles qui exploitent la petite et la moyenne propriété.»

On voit qu'il y a là, à la fois l'enregistrement pur et simple des initiatives de confiscation, et un pas en avant vers le régime collectif de demain.

En application de ce point, la Généralité vient de promulguer il y a quelques jours un décret sur la «syndicalisation» obligatoire, dont nous donnons plus loin un extrait, et qui a pour but de grouper les paysans afin de pousser à l'exploitation collective des domaines confisqués d'une part, à l'acquisition collective du matériel agricole, à la vente collective des produits de tout le village d'autre part.

D'un autre côté, on envisage aussi à l'Union des Rabassaires et dans les divers partis et organisations qui aspirent à s'assurer l'appui de la paysannerie, les moyens de répartir certaines terres parmi les ouvriers agricoles, qui deviendraient ainsi de petits propriétaires au même titre que les fermiers et rabassaires affranchis.

PERSPECTIVES

Il ne s'agit là, comme on le voit, que des premiers jalons. C'est qu'en effet la mentalité paysanne demeure encore une inconnue. Il est normal que dans une période révolutionnaire où chacun agit fiévreusement dans son coin, sans pouvoir toujours prendre conscience de l'ensemble, et où les changements d'état d'esprit des masses se produisent parfois à une vitesse foudroyante, il est normal que circulent les opinions et les affirmations les plus diverses sur toutes sortes de questions. Mais sur aucun sujet on n'obtient ici de réponses aussi contradictoires que sur la paysannerie.

Il est clair que le paysan sait ce que la révolution lui a donné et considère dès maintenant cette révolution comme sa chose: «Après les élections du Front populaire, vous en étiez encore à discuter pour savoir si vous verseriez au propriétaire 25 % ou 50 %. Après les événements de juillet il ne s'agit plus ni de 50 % ni même de 25 %. La question est réglée, vous ne payez plus rien» disait hier Gorkin, devant une salle composée surtout de paysans, au milieu d'une tempête d'applaudissements.

Il est clair aussi que l'ouvrier n'est pas en Catalogne un ennemi ni même un étranger aux yeux de l'homme des champs, qu'une véritable fraternité les unit, que, dans les meetings pay-

sans, le rappel de l'aide militaire apportée par les ouvriers des villes aux paysans, les exhortations à maintenir cette union, les prévisions sur la future collaboration économique de la ville et des champs, soulèvent toujours la plus vive satisfaction dans ces auditoires profondément attentifs et le plus souvent silencieux.

Mais ce qui préoccupe les partis et organisations ouvrières, c'est de savoir dans quelle mesure le paysan tient encore à son morceau de terre. Doit-on, pour s'assurer *maintenant*, en cette période difficile, la sympathie entière des paysans, les laisser morceler la terre s'ils le désirent, quitte à rendre ainsi plus difficile l'organisation de la société à venir? ou doit-on et peut-on dès maintenant pousser au maximum à la collectivisation? «Le paysan déteste le propriétaire, mais il aime la propriété» nous dit l'un; «Le paysan tient au fruit de son travail, mais non à la terre» répond l'autre.

Ceci reflète évidemment le fait que les masses paysannes sont à l'heure actuelle en pleine évolution. Le cas de l'Union des Rabassaires est typique à cet égard. L'influence de la Esquerra est pratiquement liquidée, mais aucune des organisations ouvrières ne peut se vanter de lui avoir succédé, et l'Union paraît très soucieuse de conserver son autonomie, au moins apparente. Tout ce que l'on peut dire, c'est que l'U. G. T. d'un côté, le P. O. U. M. de l'autre, ont dans l'Union des cadres dirigeants, que certains noyaux, certains villages et beaucoup d'éléments jeunes semblent marcher à un rythme accéléré vers la collectivisation. L'exemple de Raimat dont il a été question dans ce bulletin, est un des cas les plus favorables puisqu'il s'agit d'une très grande exploitation à caractère semi-industriel, mais il est des cas plus modestes qui montrent le souci qu'ont les paysans de se grouper et même de franchir de nouvelles étapes: les habitants d'un village assez pauvre, Tortella, ont organisé collectivement depuis quelques mois l'élevage des porcs et la vente des produits de charcuterie. Dans certains endroits, depuis les journées de juillet, les paysans ont décidé de verser au syndicat les redevances qu'ils cessaient de porter au propriétaire. Ailleurs un groupe de paysans écrit au P. O. U. M. pour donner connaissance des décisions qu'il a prises: socialisation de la terre, fixation des salaires et du temps de travail.

D'un autre côté les comités antifascistes, les comités populaires qui ont surgi dans tous les villages, ont eu, outre leurs attributions politiques essentielles, à résoudre des problèmes économiques et d'approvisionnement. Dès maintenant une bonne partie des paysans catalans a l'habitude de l'organisation, et, dans une certaine mesure, l'habitude du travail collectif. Le décret sur la syndicalisation obligatoire est assez prudent pour sembler ne devoir rencontrer aucune opposition sérieuse, et, d'un autre côté il ne cristallise rien et laisse la voie libre à toutes les initiatives. Ce décret permettra une revalorisation des produits de la terre par la suppression des intermédiaires (le syndicat se chargeant des opérations) et une rationalisation de l'outillage. Or du point de vue du simple rendement économique, c'est là précisément l'essentiel de ce que l'on pouvait souhaiter en Catalogne.

Dans les mois qui vont venir on assistera certainement dans les masses paysannes à une polarisation qui, pour l'instant n'existe pas encore. Mais toutes les conditions réunies actuellement permettent d'espérer et même de prévoir, que la révolution ouvrière catalane ne connaîtra pas les heurts avec la paysannerie, toujours terribles pour le prolétariat.

GARDE REPUBLICAINE ET MILICES ANTIFASCISTES

Dans le dernier numéro de la REVOLUTION ESPAGNOLE nous avons signalé la désagrégation de la *Garde civile* comme force militaire autonome. Il eût été facile de la dissoudre purement et simplement. Le gouvernement de Madrid ne l'a pas voulu. Avec les débris de l'ancienne Garde civile un peu rem-

plumés, il a créé la *Garde nationale républicaine*. Cette nouvelle formation ne ressemble en rien à l'ancienne, si ce n'est par un côté: c'est une armée de métier formée de mercenaires. Cela suffit pour qu'elle se dresse en marge des milices ouvrières, la seule force armée véritable aujourd'hui; elle n'est pas l'expression du peuple armé, mais une force de répression au service de l'état démocratique. Sa création est donc, sinon dangereuse, du moins inutile. Quant à nous, marxistes révolutionnaires, nous ne reconnaissons comme armée vraiment démocratique et progressiste que les milices ouvrières antifascistes.

La Révolution... dans la Police

La Catalogne sous l'ancien régime avait l'estimable privilège de posséder deux polices, d'abord une police spécifiquement catalane, consacrée à la défense de l'ordre public, à la police des rues, à la répression des crimes de droit commun; c'est à dire une police purement criminelle; enfin la sûreté générale, dont le rôle était surtout politique. Cette police d'Etat servait fidèlement les intérêts de la bourgeoisie espagnole et avait comme but principal l'espionnage et la répression du mouvement ouvrier. Ce corps comptait avantagusement la Garde Civile et l'égalait en stupidité et en brutalité.

Aussi était-il à juste titre exécré de la classe ouvrière. Bien entendu, la République du 14 avril avait pris à son service tout l'appareil répressif de l'ancienne monarchie.

La révolution du 19 juillet a complètement bouleversé cet appareil répressif. Certes, la police madrilène existe encore sur le papier. Aucun acte officiel ne l'a dissoute, mais sa puissance est anéantie. La classe ouvrière a créé sous la direction générale du Comité Central des Milices un appareil répressif qui, lui, est dirigé contre la bourgeoisie. Au sein du Comité Central des Milices siège la Commission d'Investigation chargée d'assurer l'ordre révolutionnaire à l'intérieur du pays et de dépister les manœuvres des éléments réactionnaires et des espions. Cet organisme est dirigé, comme toutes les autres Commissions par un Conseil composé des délégués de toutes les organisations ouvrières et antifascistes. Son secrétaire est le camarade Fernandez, délégué de la C. N. T.

Le personnel entièrement nouveau est recruté uniquement dans les organisations ouvrières. C'est dire à quel point on a évité de faire appel à la vieille bureaucratie. Celle-ci avait pour elle dans une mesure d'ailleurs assez faible, la technique policière. Les miliciens qui composent aujourd'hui le Comité n'ont ni ressemblance morale ni ressemblance physique avec les individus qu'on a coutume de rencontrer dans les polices bourgeoises des deux mondes. Comme leurs camarades du front, ce sont des combattants placés là à un poste de confiance où ils doivent faire preuve d'intelligence et d'énergie dans la recherche et la liquidation des espions fascistes. Le Comité installé dans une vieille demeure aristocratique sous les lambris dorés et les lustres scintillants, voit sans cesse les allées et venues de miliciens, d'estafettes et les patrouilles volantes qui exercent leur surveil-

lance dans les différents centres nerveux de la cité. C'est beaucoup plus un Etat-Major et un centre de liaison qu'une officine où dans le mystère s'élaborent faux et machinations de la police bourgeoise. A leur arrivée au pouvoir nos camarades se sont emparés de tous les dossiers des militants ouvriers et les ont brûlés avec entrain ou bien rendus aux intéressés heureux de conserver les opinions que successivement la monarchie et la république bourgeoise avaient émises sur leur compte. Les fascistes arrêtés et leurs complices sont remis aux mains de la justice populaire qui décide de leur sort. Devant les terribles représailles exercées par les généraux rebelles sur tout ce qui est ouvrier ou simplement républicain, devant le massacre en masse des populations de Saragosse, de Valladolid, de Badajoz, etc. le peuple ne peut se donner le luxe de la pitié. Devant le péril suspendu sur sa tête, la justice populaire est prompt: toute personne convaincue d'avoir agi d'une manière quelconque en faveur du soulèvement militaire est fusillée.

Le Comité d'Investigation exerce son autorité sur les *patrouilles de contrôle*. Ce sont des patrouilles de miliciens désignés par leurs organisations respectives qui assurent la sécurité de Barcelone et des faubourgs en les purgeant de la pègre internationale qui voudrait à la faveur de la Révolution augmenter ses ressources habituelles. L'action de ces patrouilles a été salutaire. Le vieux quartier du *Barrio Chino*, célèbre pour sa population de dévoyés et de malfaiteurs, a perdu son aspect traditionnel. Les maisons publiques, les boîtes à stupefiants, les bars d'homosexuels professionnels, dorment, tous volets fermes, d'un sommeil définitif. Les nids de recéleurs et d'indicateurs que renfermait ce quartier ont été nettoyés. Belle besogne de salubrité sociale et morale entreprise systématiquement par le prolétariat de Barcelone!

En province, la police intérieure est assurée de la même façon par les milices locales sous la direction des Comités antifascistes de chaque Commune.

L'ordre bourgeois, expression de la domination d'une minorité sur l'immense majorité du peuple, reposait sur une bureaucratie de mercenaires bons à tout faire. L'ordre révolutionnaire, expression de la libération des masses opprimées, s'appuie sur l'initiative et la volonté ardente du prolétariat armé.

Le P. O. U. M. définit sa politique devant le prolétariat de Barcelone

Le dimanche 6 septembre, le P. O. U. M. donnait à la salle du Gran Gran Price de Barcelone, devant un nombreux auditoire, un meeting qui, dans les circonstances actuelles et par son contenu politique, revêtait une signification exceptionnelle. La tenue des discours, auxquels l'ardeur n'enlevait rien de leur précision et de leur richesse idéologique, l'intelligence, la maturité du public, ont fait de ce meeting une large prise de conscience, par la classe ouvrière barcelonaise de la situation actuelle et de ses perspectives, et l'affirmation de sa volonté de lutte. Un parti révolutionnaire en plein essor, dans une période révolutionnaire, à l'instant où un gouvernement de Front populaire prend le pouvoir à Madrid, vient soumettre au jugement des masses ses appréciations, sa tactique et ses buts. Le coup de sonde a été concluant: la salle accueillit par des ovations les passages décisifs des exposés.

Ajoutons, pour compléter l'atmosphère, que le salut du camarade Collinet, au nom du prolétariat français et le salut des marins du «Jaime Ier», au nom de la flotte révolutionnaire, déclenchèrent l'enthousiasme de l'assemblée.

Nous donnons ici un résumé enrichi d'extraits, des deux principaux discours, celui de Gorkin et celui d'Andrés Nin.

GORKIN

«Travailleurs de Catalogne; Travailleurs de toute l'Espagne: Ce que vous disait tout à l'heure le camarade Solano, à sa-

voir que la République a été fondée non pas le 14 avril, mais dans les journées que nous vivons, est la meilleure condamnation de la politique suivie par Monsieur Azaña: cela signifie que les républicains n'ont pas été capables d'écraser le régime monarchique et de marcher vers une république progressive, et que seul en a été capable le prolétariat, les armes à la main.

Nous disions déjà, au début de la République, qu'il ne s'agissait pas de changer le décor politique et le drapeau du pays, mais qu'il était nécessaire de construire, d'une main de fer, une nouvelle économie et un régime capable de donner satisfaction aux désirs des ouvriers.

Nous disions qu'il fallait s'orienter en Espagne, vers la Révolution démocratique. Qu'il fallait s'orienter vers la solution du problème agraire et du problème du clergé en expropriant ce dernier et en le détruisant. Nous disions qu'il fallait s'orienter vers la solution du problème de l'armée, vers une transformation complète de l'armée. (Applaudissements.)

Mais en disant cela, nous savions bien, nous, que ce ne serait pas la petite bourgeoisie qui réaliserait en Espagne cette transformation. Nous savions que la petite bourgeoisie, si elle voulait accomplir sa mission de classe, aboutirait à un échec complet et se montrerait incapable de faire la Révolution que seuls les ouvriers et les paysans peuvent faire. (Applaudissements.)

La république de 73, dans les mains de ces gens, a abouti à la restauration. Ce sont les mêmes qui ont conduit la républi-

que de 1931 aux deux années noires. Et aujourd'hui, six mois de leur gouvernement nous ont conduits au soulèvement des chefs militaires fascistes...

Il faut reconnaître que la petite bourgeoisie nous a conduits à l'échec d'octobre en Catalogne et que la chose ne se serait pas produite si elle nous avait donné des armes. Echec d'une importance terrible car c'est l'échec en Catalogne qui a abandonné à eux-mêmes les mineurs asturiens en lutte. Dans ces conditions, il nous faut dire que si aujourd'hui le gouvernement était exclusivement dans les mains de la petite bourgeoisie, nous irions également à un échec. (Ovation.)

(L'orateur rappelle ensuite l'initiative prise par les organisations ouvrières, et par le P. O. U. M. en particulier, d'armer leurs militants la veille du soulèvement fasciste. Il montre l'importance de la victoire du prolétariat de Barcelone, victoire dont a dépendu celle de Valence, et à laquelle Madrid doit aujourd'hui de n'être pas tombé au pouvoir des fascistes. Il proclame sa foi absolue dans le triomphe des milices antifascistes, parce que l'ennemi est réduit partout à la défensive.)

«Nous ne pouvons pas perdre la bataille. Nous le disons en pleine objectivité: nous ne pouvons pas perdre. Nous affirmons que le fascisme ne passera ni aujourd'hui, ni demain, ni après-demain. (Ovation.)

Nous savons que Mussolini et Hitler soutiennent les fascistes espagnols. Ils leur envoient des avions. Ils les soutiennent parce qu'ils savent que l'écrasement du fascisme en Espagne signifie l'écrasement du fascisme dans le monde entier.

Oui; Hitler et Mussolini soutiennent le fascisme espagnol. Mais quelle est, en face d'eux, l'attitude de Léon Blum et de Staline? L'un et l'autre se proclament neutres. Nous disons que dans cette révolution se joue l'avenir de la France et de l'U. R. S. S. Rester neutre est un crime contre la classe ouvrière. (Grande ovation.)

Au temps de Lénine, au temps où l'Internationale communiste était communiste et non républicaine, la Russie ne demeurait pas neutre devant la révolution italienne et allemande. Alors, tous les moyens politiques et économiques de la Russie étaient au service du prolétariat. Et Lénine et Trotsky disaient que sans la révolution internationale, la révolution russe ne pourrait pas être sauvée.

Aujourd'hui vient de se former en Espagne un gouvernement composé d'hommes de la II^{ème} et de la III^{ème} Internationale. Nous disons à ce gouvernement: pourquoi n'essayez-vous pas d'obliger Blum et Staline à tenir les promesses contractées par les deux internationales à l'égard du prolétariat espagnol?

Quand Hitler et Mussolini envoient leur avions à Franco, la Russie soviétique n'a pas le droit de nous refuser les siens. (Grande ovation.)

(Gorkin conclut en disant qu'à défaut des gouvernements, il compte sur la solidarité du prolétariat de tous les pays et du prolétariat français en particulier qui déjà manifeste journellement sa sympathie et s'efforce de faire pression sur son gouvernement. Il achève en rappelant les mots d'ordre du parti:

«Pas un pas en arrière!

Pas de pactes ni de compromis avec l'ennemi!

Jusqu'au bout, jusqu'à la victoire ou à la mort!» (Ovation.)

ANDRES NIN

Le discours d'Andrés Nin fut d'une grande importance politique en ce qu'il définit la position du parti non seulement devant les événements actuels, mais aussi à l'égard des autres organisations ouvrières et en particulier de la C. N. T. et de la F. A. I. dont le rôle et la combattivité n'ont pas besoin d'être soulignés.

Après avoir adressé un salut au camarade Maurin qui est vivant mais ne peut se trouver aujourd'hui parmi ses frères de lutte, l'orateur souligne la stupidité de l'armée espagnole qui, en voulant s'opposer aux conquêtes ouvrières a déchaîné la révolution.

«Depuis le 16 février la lutte continue. Elle ne se joue pas entre le fascisme et la démocratie mais entre le socialisme et le fascisme. Les événements récents nous ont donné raison. Les ouvriers ont abattu le fascisme. Les ouvriers se battent pour le socialisme. Aujourd'hui la révolution démocratique ne représente rien. Les ouvriers ont résolu en cinq jours les problèmes que les républicains n'avaient pu résoudre en cinq ans.

Les problèmes de l'église, de la terre, de l'armée, de l'épuration de la magistrature et de la Catalogne ont été résolus. La classe ouvrière les a résolus en cinq jours.»

(Suit une énumération de ces problèmes et de la manière dont ils ont été résolus. Le seul moyen d'abattre le fascisme est de faire la révolution prolétarienne.)

«Nous sommes partisans d'accorder à tous la liberté, mais à la classe capitaliste nous la refusons absolument. La classe réactionnaire doit être privée de tous droits politiques.

Il faut créer de nouvelles institutions qui répondent aux besoins des masses travailleuses. Il faut créer un nouvel organisme législatif. Il faut convoquer des cortès constituantes qui jetent les bases de la nouvelle société. Dans ces cortès la classe capitaliste ne sera pas représentée; seuls seront représentés les ouvriers, les paysans et les combattants.

Un gouvernement fort est nécessaire. Nous n'entendons pas par ces termes ce qu'entendent les classes possédantes. Mais nous voulons parler d'un gouvernement qui dispose du maximum d'autorité au nom de la classe ouvrière.

Il nous faut un gouvernement qui lutte jusqu'au bout. Est-ce que le nouveau gouvernement de Madrid réunit aujourd'hui ces conditions? Non. La classe ouvrière espagnole a besoin de quelque chose de plus.»

(Suit une critique de la déclaration ministérielle.)

«L'union de tous est nécessaire. La lutte est dure. La victoire n'est pas facile. La victoire est assurée par avance mais il faut économiser le sang de la classe ouvrière. Pour cela le commandement unique est nécessaire. En Catalogne s'est créée dès le premier moment un comité central des Milices antifascistes où étaient représentés tous les partis qui prirent part à la lutte contre le fascisme. Le P. O. U. M. propose la création d'une Junte de défense capable de nous mener rapidement à la victoire.» (Applaudissements.)

(L'orateur rappelle les exemples de la Catalogne et de Valence qui sont à l'avant-garde de la révolution sociale.)

«Au moment de prendre toutes ces responsabilités, l'union des travailleurs est plus que jamais nécessaire. L'avenir de la classe ouvrière dépend de l'attitude qu'adopteront la C. N. T. et la F. A. I. à cause de leur influence sur les travailleurs de Barcelone.

Bien que nous divergions sur quelques points, nous devons pouvoir arriver à un accord avec ces deux organisations puisque les ouvriers de la C. N. T. constituent une force animée d'un instinct révolutionnaire indiscutable. (Applaudissements.)

Il nous arrive à tous d'avoir l'orgueil de nos organisations. Il faut laisser ces choses de côté et chercher si nous pouvons nous entendre. Quelques unes des questions fondamentales sur lesquelles nous ne pouvions nous entendre avec les anarchistes ont aujourd'hui disparu. Par exemple, la question de l'armée. La C. N. T. ne croyait pas en la nécessité d'une armée révolutionnaire. Aujourd'hui nous avons créé tous ensemble l'armée des milices.

Autre problème. L'instauration immédiate du communisme libertaire. Les anarchistes se sont rendu compte qu'il faut s'adapter aux possibilités du moment.

Le pouvoir politique. Nous reconnaissons que, sur ces termes nous ne pourrions peut-être pas nous mettre d'accord. Au lieu de gouvernement nous l'appellerons: Comité, Commission. Nous sommes prêtes à accomplir tout notre devoir et... (le bruit des applaudissements empêche d'entendre la fin de la phrase).

Dictature du prolétariat. Autre terme qui fut l'objet de divergences avec les camarades anarchistes. La dictature du prolétariat signifie l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière. En Catalogne nous pouvons affirmer que la dictature du prolétariat existe déjà. (Applaudissements.) On peut remplacer ce terme par celui de la volonté révolutionnaire. Il n'existe alors de liberté que pour la classe ouvrière. (Applaudissements.)

Il y a peu de jours la F. A. I. lançait un manifeste déclarant qu'elle s'opposerait à toute dictature exercée par un parti. Nous sommes d'accord avec elle. La dictature du prolétariat ne peut être exercée par un seul secteur du prolétariat, mais par tous les secteurs, sans aucune exception. Aucun parti ouvrier, aucune centrale syndicale n'a le droit d'exercer aucune dictature. Que l'on sache bien que si la C. N. T. ou le parti socialiste ou le parti communiste essayaient d'établir une dictature, ils nous trouveraient en face d'eux. La dictature du prolétariat doit être exercée par tous.

La dictature du prolétariat est l'expression de la véritable démocratie, du gouvernement de la majorité, à l'inverse de la démocratie bourgeoise qui est l'expression de la dictature d'une minorité d'exploiteurs contre la majorité de la population. Nous

La Révolution dans une petite ville

Sur la route de Barcelone à Tarragone, à 40 kilomètres de la capitale catalane, se trouve Vilanova y Geltrú, ville de 24.000 âmes. L'activité de ses habitants se partage entre l'industrie et la pêche. Le jour, une flotte de barques à moteur dort sur le sable. A la tombée de la nuit, elle prend la mer dans une farandole de lumières. Les usines déversent chaque jour à midi et à six heures le flot des travailleurs. Quelques entreprises textiles, une cimenterie, la grande fabrique italienne de pneus «Pirelli», quelques ateliers de tubes en acier développent leurs bâtiments de briques au milieu même de la ville...

J'ai connu Vilanova il y a quatre ans. C'était le type même de ces petites villes provinciales où l'activité se règle sur les heures de travail et de loisir des ouvriers. L'après-midi, elle semblait morte; le soir, à partir de six heures, elle s'animait d'une vie grouillante et légère. La foule se déversait sur les ramblas où se répartissait suivant ses tendances politiques dans tel ou tel café aux vastes terrasses. La bourgeoisie et l'aristocratie vivaient derrière les volets toujours fermés de ses maisons ou dans ses jardins enclos de murs.

Quant aux pêcheurs, ils menaient une vie séparée, ne quittant guère la grande promenade qui longe la mer et où se trouvaient leurs cafés, cercles et syndicats...

La grande majorité des ouvriers syndiqués était affiliée à la C. N. T. Un seul parti ouvrier avait une existence visible, le *Bloc ouvrier et paysan* devenu par la suite le P. O. U. M. Quant à la population, elle élisait comme représentants les chefs locaux de la Esquerra Catalana. En octobre 1934, l'Alliance Ouvrière se réalisa dans la rue entre les communistes du Bloc ouvrier et paysan et les anarchistes de la C. N. T. La Mairie fut occupée; avec quelques armes prises aux forces de police, nos camarades réussirent à mettre en fuite un camion de Gardes Civils venu de Barcelone pour les mettre à la raison. Puis, ce fut la chute de Barcelone, la défaite; les plus compromis s'enfuirent dans la montagne...

Dans le bouleversement d'aujourd'hui, j'ai voulu revoir mes camarades de Vilanova pour leur poser une question qui leur a paru au premier abord bizarre et embarrassante: «Comment avez-vous fait la Révolution?»

D'abord un point préalable: pour nos camarades du P. O. U. M. de Vilanova, comme pour tous les révolutionnaires d'ailleurs, juillet 36 est la continuation d'octobre 1934; octobre, c'était la libération en puissance; juillet c'est la libération réalisée.

—Comment s'est produite la rébellion fasciste?

—Il n'y a pas eu de rébellion ici. Il n'y avait pas d'armée, mais seulement les carabiniers (douaniers) et les Gardes Civils. Les communications furent coupées le 19 juillet, mais toute la ville et nous-mêmes se rendait parfaitement compte de ce qui arrivait. Les organisations ouvrières attendaient, sur le pied de guerre.

—Avez-vous des armes?

—Tous nos militants étaient armés, précaution indispensable, comme l'avaient montré les journées d'octobre. A la nouvelle de la victoire de Barcelone, les ouvriers s'emparèrent sans rencontrer la moindre résistance, des édifices publics. Les carabiniers se rangèrent immédiatement à nos côtés. Les Gardes Civils, après 36 heures d'hésitation, en firent autant. Partout, dans les sièges de nos adversaires dans leurs domiciles, on s'empara de toutes les armes possibles; l'Eglise fut fermée, ainsi que tous les établissements religieux et réactionnaires de la ville. Enfin le prolétariat s'organisait à l'exemple de la révolution antérieure d'octobre et créait un Comité de Défense local composé des organisations suivantes: C. N. T., U. G. T., P. O. U. M., E. R. C., P. S. U. C., et enfin Union des Rabassaires (métayers) et le parti de l'Estat Català

luttons donc pour la dictature du prolétariat et contre la dictature d'un seul parti...

Les armes sont au pouvoir de la classe ouvrière et à l'aide geoisie.

(Au milieu d'une tempête d'applaudissements l'orateur conclut en affirmant que la classe ouvrière, en pleine conscience, est prête à tous les sacrifices, pour obtenir la victoire.)

—Quel est le rôle de ce Comité?

—Il détient tout le pouvoir dans la Commune de Vilanova et il est chargé à la fois d'assurer la défense des conquêtes prolétariennes et d'administrer politiquement et économiquement la vie locale.

Le 22 juillet, à sa première réunion, il constituait 6 Commissions de travail, véritables Ministères, dans lesquelles se répartissaient les différents membres délégués de leurs organisations. Ces Commissions sont: la Commission des Milices du Peuple, qui à sa disposition environ 200 miliciens armés, et 200 autres sans armes; la Commission d'Alimentation celles du Transport et du Ravitaillement, celles de Censure et de Presse, cette dernière ayant à sa disposition un Bulletin quotidien chargé de documenter la population et le Poste émetteur de Radio de la localité; la Commission d'Instruction, de Santé et d'Hygiène, et enfin la Commission d'Economie et de Travail.

Le Comité général siège chaque jour. Il a la charge de diriger la Révolution dans sa ville et cela l'oblige à discuter et à décider de tout. J'ai eu sous les yeux les décisions prises jour par jour, décisions d'ailleurs immédiatement exécutées. On y trouve les décrets touchant jusqu'au fondements de la propriété et du régime social, comme l'expropriation des biens du clergé et des éléments réactionnaires, comme la collectivisation du sol et sa répartition entre les métayers, comme la socialisation d'un grand nombre d'entreprises. D'autres sont directement inspirées par la lutte de classe, comme la confiscation des comptes en Banque de tous les réactionnaires, confiscation dont le bénéfice permet l'entretien des Milices. Le Comité doit aussi fixer le prix des patates (25 centimos le kg.), abaisser le prix des loyers, obliger les patrons à payer les journées de grève, etc... Il décide que «quiconque augmentera le prix de denrées alimentaires se verra obliger de les fournir gratuitement à ses clients». Une autre fois, il transmet aux Hôpitaux tous les lapins et poulets trouvés dans le Couvent de la Providence. Ainsi, chaque jour, l'ordre révolutionnaire se crée et se développe dans la solution des problèmes les plus difficiles comme dans celle des questions les plus minimes et parfois les plus ridicules. Mais si l'on considère la résultante de toute cette activité, si on la relie à la formidable lutte qui a lieu en Espagne, on peut, comme le faisait le Comité s'adressant à la population, affirmer que la véritable histoire de la classe ouvrière espagnole commence le 19 juillet; «avant, c'était la préhistoire.»

—Combien d'édifices avez-vous saisi?

—Environ une trentaine, appartenant au clergé, aux aristocrates et aux partis fascistes. C'est ainsi que la F. A. I. occupe l'immeuble du Parti de Gil Robles, que la C. N. T. a élu domicile dans l'ancien Centre régionaliste (parti du riche Cambo); l'U. G. T. loge au Collège de la Conception et le P. O. U. M. au Collège appartenant à la Congrégation des Ecoles pieuses.

Je regarde autour de moi: le décor intime de ce Collège évoque point celui de vastes Etablissements d'Enseignement Public, mais plutôt celui d'une Institution privée où la morale bourgeoise se distillait pour quelques fils de famille. Cette Congrégation possédait 78 Etablissements semblables en Espagne dont 26 dans la seule Catalogne.

—Quel est le régime social actuel des entreprises?

—Dans le textile, sur 7 entreprises, 3 sont socialisées et dirigées par la C. N. T. Les Transports sont complètement socialisés (direction de l'U. G. T.). Les Chemins de Fer sont gérés par les deux syndicats de l'U. G. T. et de la C. N. T. La cimenterie et deux entreprises métallurgiques, ainsi que plusieurs maisons d'alimentation et magasins de confection sont entièrement aux mains des ouvriers. Dans la grande maison de pneus «Pirelli», existe avec l'aide technique de la Généralité le contrôle ouvriers de la production.

—Et à la campagne?

—L'Union des Rabassaires qui a saisi toutes les grandes propriétés agricoles des environs a soumis au Comité de Défense local un plan d'exploitation collective que nous avons approuvé.

«...Le 18 juillet, comme partout, la vie se poursuivait à Vilanova dans une monotonie tranquille, routinière, et pénétrée de cet esprit grégaire que le vieux monde lui avait imprimé. Les uns étaient à la plage, au bain, à la promenade ensuite, les au-

EXTRAIT DU DECRET SUR LA «SYNDICALISATION» OBLIGATOIRE

Il est nécessaire dans les circonstances actuelles, que toutes les activités agricoles soient subordonnées aux besoins d'approvisionnement de la population. Les mesures exceptionnelles sous-indiquées doivent compenser le développement social trop lent de la population agricole.

Afin d'obtenir le degré de productivité dont a besoin le peuple espagnol, et de protéger les paysans contre tous les risques agricoles et contre l'exploitation usurière, on crée des institutions d'appui et de défense qui seront les organismes de crédit, d'assurance mutuelle et d'achat en commun.

Tous les syndicats créés par ce décret, et auxquels devront adhérer les paysans devront comporter les sections suivantes:

- a) Vente et transformation éventuelle des produits.
- b) Acquisition de matériel agricole.
- c) Assurances contre les risques.
- d) Caisses de crédit.

Les syndicats qui auront à contrôler l'exploitation d'un domaine confisqué par la généralité de Catalogne auront à organiser cette exploitation par le système du travail collectif.

Les syndicats se grouperont pour les mêmes buts par fédérations de communes qui centraliseront, à l'aide de commissions spéciales:

- a) La vente aux syndicats locaux.
- b) La transformation des produits, sous-produits et denrées.
- c) L'achat pour les syndicats locaux.
- d) L'assurance contre tous risques.
- e) Les dépôts et comptes-courants des caisses de crédit agricole de la Généralité de Catalogne.
- f) L'assistance et la vigilance comptable des syndicats locaux.

Il est hors de doute que les dispositions ainsi énumérées, tout en procurant à l'agriculteur une valorisation de son travail et une amélioration de son standard de vie, réaliseront une distribution rationnelle des produits agricoles pour le plus grand bénéfice du prolétariat de tout le pays.

La localisation de la guerre civile

On publie une note sur les territoires dominés par les ouvriers et par les rebelles. Les provinces totalement occupées par le prolétariat comprennent 11.520.000 habitants sur un territoire de 175.293 kilomètres carrés. Les provinces, où les troupes loyales ne dominent pas, comprennent 7.280.000 habitants sur une surface de 148.524 kilomètres carrés. Les provinces où la lutte se poursuit actuellement comprennent 7.340.000 habitants et 179.985 kilomètres carrés. Les travailleurs contrôlent déjà plus de 60 % de la population et de la surface territoriale de l'Espagne.

COMITE D'AIDE A LA REVOLUTION ESPAGNOLE

En accord avec le Comité exécutif du P. O. U. M. et le comité de rédaction de LA REVOLUTION ESPAGNOLE il se constitue à Paris un comité d'aide à la Révolution espagnole qui aura pour but de recueillir des fonds pour les révolutionnaires espagnols et de diffuser le bulletin.

S'adresser provisoirement à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL.

tres au travail, soupirant après le dimanche qui leur donnerait à eux aussi la plage, le bain, la promenade. Mais malgré les apparences, une angoisse profonde possédait les esprits et se traduisait par cette éternelle question:

- Qu'est-ce qui se passe? Qu'est-ce qui va se passer ici?
- Qui le sait, était la réponse.

Complétant et achevant ce récit d'un militant de Villanueva la réponse est venue: c'est la marche vers le socialisme d'un peuple qui sait ce qu'il veut et comment il le veut.

Michel COLLINET

LE POUVOIR PROLETARIEN A LERIDA

L'autorité suprême appartient au Comité populaire formé par le P. O. U. M., le P. S. U. C., la F. A. I., l'U. L. S. (Union locale des syndicats) la C. N. T., l'U. G. T.

Le camarade Vila, du P. S. U. C. est le commissaire de la Généralité de Lerida.

Le camarade Rodes, du P. O. U. M., est commissaire de l'ordre public.

Un Comité militaire a été constitué: il est formé par 3 militaires et les délégués du P. O. U. M., du P. S. U. C. et de la F. A. I.

Le Comité de Ravitaillement est formé par 3 délégués de chaque centrale syndicale et de l'U. L. S. Il est subdivisé en plusieurs commissions:

La commission d'approvisionnement qui contrôle les échanges; le magasin communal où s'entassent les produits des réquisitions; les cuisines populaires et la caserne des miliciens qui fonctionnent avec le système des bons; les fabriques collectives (vêtement et conserves de tomates).

Les journées de grève ont été payées par la main-mise sur le compte courant du millionnaire Jaime Llorens (700.000 pesetas).

APPEL AU LECTEUR!

Cet organe, édité par le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, est destiné à tous ceux qui se sentent solidaires de la lutte menée par les ouvriers et les paysans de toute l'Espagne, contre le fascisme, contre le capitalisme oppresseur et pour l'émancipation totale des travailleurs.

Dans ses colonnes vous trouverez la meilleure documentation analytique sur les événements actuels de la Catalogne et de l'Espagne, sur l'organisation nouvelle de la vie économique, politique et culturelle du prolétariat espagnol. L'avance de la lutte antifasciste y sera exposée semaine par semaine.

Nous vous invitons tous, vous qui sympathisez avec la lutte de vos frères d'Espagne à nous apporter votre collaboration.

Diffusez ce bulletin. Collectez-lui des abonnements. Mettez-vous en rapport avec la rédaction de Barcelone. Adressez-lui vos suggestions. Demandez-lui d'éclairer toutes questions intéressant la Révolution espagnole.

Prolétaires de France notre lutte est la vôtre.

Soutenez-nous!

Allo! Allo! Ici Radio-P.O.U.M.

A partir du 9 septembre, vous pourrez entendre en France la station radio-émettrice du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste. Nos heures d'émission sont: de 19 heures à 21 heures (heure française).

Ces émissions auront lieu de Barcelone en français, en allemand, en anglais, en italien, en hollandais, en russe, en catalan et en espagnol.

Notre indicatif est: Radio P. O. U. M. — E. C. P. 1.

Notre longueur d'onde est provisoirement de 42 mètres.



1 et 3: L'enterrement de 5 camarades du P. O. U. M. morts sur le front de Huesca: La Place du Théâtre, de Barcelona, avant le départ du cortège. Les travailleurs défilent devant les cercueils.

2: Prés de Huesca.

4: Un meeting du P. O. U. M. dans le quartier du Clot.

5 et 6: Miliciens au repos.

7: Le Commandant Piquer, de colonne du P. O. U. M. à Leciñena.

8: Deux metrailleurs du front andalous.

9: L'aviateur Villa Ceballos.